

Ainsi que je l'ai dit au début de mes observations, mon parti et moi croyons que les sérieuses difficultés que le dollar canadien éprouve—et sérieuses elles le sont—sont imputables au mauvais fonctionnement global de l'économie canadienne. A l'instar du chef de l'opposition, je trouve qu'il ne suffit pas de faire du rafistolage en jouant sur les taux d'intérêt mais qu'il faut prendre des mesures plus importantes et plus énergiques. Je m'abstiendrai toutefois de parler de l'échec lamentable qui caractérise les interventions du gouvernement. Je suis bien d'accord avec le chef de l'opposition; il faut faire davantage. Lorsqu'il a dit cela, j'ai dressé l'oreille. Je pensais en effet que les conservateurs allaient peut-être s'expliquer, mais ce fut malheureusement, peine perdue.

● (1640)

M. Paproski: Il n'a pas eu le temps de s'expliquer.

M. Broadbent: Un député conservateur prétend que le chef de l'opposition n'a pas eu le temps de s'expliquer. Il a pourtant fait des suggestions. Je n'ai pas l'intention d'en parler. Je pensais que ces suggestions reflétaient l'essence même de la pensée conservatrice si pensée il y a. Il s'agissait de solutions à l'exporte-pièce, tout comme celles des libéraux.

D'une part, le chef de l'opposition a préconisé de limiter le nombre de marchandises que les touristes canadiens peuvent ramener de l'étranger. C'est une proposition. Il a suggéré par ailleurs d'imposer des barrières tarifaires pendant une courte période afin de restreindre l'importation de certains produits et de protéger certains emplois. Une telle initiative irait manifestement à l'encontre d'un accord international. Voilà les deux principales solutions préconisées par les conservateurs. Elles ne valent pas mieux que les solutions des libéraux. C'est le même genre de solution à l'exporte-pièce.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Donnez-nous notre chance. Donnez-nous deux années de pouvoir.

M. Broadbent: Les conservateurs nous demandent de leur donner leur chance. Il y a vingt ans que nous pataugeons avec les députés qui sont assis là-bas. Je ne tiens pas à renouveler un bail aussi long avec députés qui siègent à ma droite.

M. Crosbie: Et si on faisait un petit essai de dix ans?

M. Broadbent: Ni le gouvernement ni l'opposition officielle ne propose de solution sérieuse à notre problème. Au nom de mon parti, je veux dire brièvement comment je vois le problème et faire certaines suggestions très précises.

Le véritable problème que connaît le Canada n'est pas uniquement un problème international, comme les libéraux aiment à nous le répéter. Les Allemands, les Japonais, les Suisses, les Belges et les Suédois en sont exempts. Dans un contexte différent, les Américains ne l'ont pas non plus. Le véritable problème, c'est que nous n'avons pas un secteur manufacturier solide d'envergure internationale. Ce phénomène est attribuable à une décision fondée sur deux arguments principaux qu'a prise il y a un peu plus de vingt ans un gouvernement libéral et qui a été appuyée par une série de gouvernements ultérieurs, y compris un gouvernement conservateur pendant un mandat.

Le dollar canadien

Après la guerre, on a constaté que notre pays était riche en matières premières. De Terre-Neuve, à l'Est, à la Colombie-Britannique, à l'Ouest, on a admis qu'en fait, nous étions le pays le plus riche du monde en matières premières par tête d'habitant. Les libéraux de l'époque, suivis par les gouvernements conservateurs ultérieurs ont fait valoir que puisque notre population était disséminée sur le continent, nous devrions vendre nos matières premières aux autres pays industrialisés. Voilà l'argument qui a été avancé. Encore dernièrement, le député de Don Valley (M. Gillies) a déclaré dans un discours qu'il a prononcé à Toronto que nous devrions demeurer des scieurs de bois et des porteurs d'eau.

On soutenait en outre que par suite de l'exiguïté de notre marché, seule une assiette industrielle d'importance comparable serait rentable, sans compter qu'elle devrait être encouragée, protégée par de hautes barrières douanières.

Les conséquences s'en sont fait sentir vers la fin des années 70. Voilà la raison fondamentale des problèmes du dollar canadien. Nous sommes en train de constater que le nôtre n'est pas le seul pays au monde doté de richesses naturelles. Les pays comme le Guatemala, l'Indonésie, le Panama et le Mexique ont aussi des ressources qu'ils sont en train de vendre. Il en résulte donc des mises-à-pied en Colombie-Britannique, à Thompson au Manitoba et à Sudbury en Ontario, ces régions du pays riches en ressources qu'on croyait autrefois à l'abri de tout danger de chômage. Pourtant, voilà ce qui se produit au Canada.

Notre secteur manufacturier a été fondé sur le principe des succursales. Non seulement n'y fait-on aucune recherche ou développement, mais on n'y cherche pas de débouchés sur les marchés d'exportation. Ce secteur n'est pas concurrentiel sur le marché canadien, tout protégé qu'il soit par des barrières douanières. C'est ce qui explique les licenciements qui s'y produisent. D'une part, nous nous butons à la concurrence internationale des pays du tiers-monde vendeurs de leurs ressources. D'autre part, nous ne soutenons pas la concurrence dans le secteur de la fabrication, même chez nous, à cause de son incompétence, peut-être pas absolue mais enfin générale, sur le plan international. Voilà donc le résultat des décisions prises par une lignée de premiers ministres libéraux et maintenues par le très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker) lorsqu'il fut premier ministre du Canada.

M. Woolliams: Ce n'est pas vrai.

M. Broadbent: Le député dit que c'est faux. Il participera au débat, j'espère.

Je tiens à signaler officiellement la relation entre ces déclarations d'ordre général et les difficultés que nous fait éprouver actuellement le dollar canadien. En 1950, nous avons exporté 15 p. 100 de notre production minière à l'état brut. L'an dernier, le pourcentage correspondant atteignait les 40 p. 100. Nous en dénudons nos terres et nous l'exportons. En 1950, 25 p. 100 de tous les emplois au Canada se trouvaient dans le secteur manufacturier, comparativement à 20 p. 100 en 1978. Nous fabriquons progressivement moins qu'il y a dix ou 20 ans, et nous exportons de plus en plus de matières premières à l'état relativement brut.